

internationaux de premier plan, fonds de pension, assureurs, investisseurs institutionnels publics... Un texte qui engage ces intervenants à prendre en compte, en marge de la performance financière, de nouveaux critères d'analyses et d'investissements dans les grandes entreprises cotées en bourse, notamment liées au respect de l'environnement, des engagements sociaux et de la gouvernance. Elaborée à l'initiative des Nations Unies, cette charte a été présentée le 27 avril dernier à New-York, par son secrétaire général Kofi Annan. Elle a reçu l'adhésion d'investisseurs de 16 pays représentant 2000 milliards de dollars de fonds gérés.

L'ISR deviendrait-il plus qu'une idée généreuse, plus qu'un choix éthique et personnel de quelques dirigeants de grandes multinationales pour devenir une pratique courante d'investissement dans des sociétés ou projets respectant certains critères environnementaux et sociaux ? L'idée fait son chemin. C'est dire si l'engagement et l'implication de la confédération CFDT et de certaines fédérations sur ce dossier est pertinent et d'actualité.

Goulven Boudic

Esprit, 1944-1982

Les métamorphoses d'une revue

Imec, 2005. 463 pages, 35 euros

Quoi de plus riche que l'histoire d'une revue pour se replonger dans les débats d'une époque ? Et tout spécialement lorsqu'il s'agit d'*Esprit*, revue parmi les plus anciennes (depuis 1932) et les plus attachées aux valeurs du pluralisme

Ce numéro d'Initiatives Syndicales arrive à point nommé. Il positionne clairement l'ISR au cœur des préoccupations de développement durable que la CFDT porte depuis longtemps. Mais surtout, il donne aux équipes syndicales sur le terrain des entreprises, des clés de compréhension, de lecture des enjeux liés à l'épargne salariale, à l'investissement socialement responsable, mais aussi des outils pour l'action. Les quelques tableaux synthétiques visualisent clairement de quoi il s'agit, les différentes sortes d'ISR, les mécanismes d'intermédiation financière, qui sont les fameux zinzins (investisseurs institutionnels), et les acteurs clés de toute la chaîne d'activités. Sur un sujet qui revêt une technicité parfois rebutante, ce dossier a le mérite d'expliquer avec beaucoup de clarté et de pédagogie, de quoi il retourne, les leviers d'actions, où et comment agir syndicalement. Les fiches techniques sont très claires et précises. Bref, à mettre entre toutes les mains, sans hésitation.

Jean-Paul Bouchet

au sein même d'une équipe rédactionnelle remarquable de diversité.

Goulven Boudic, dans un ouvrage passionnant consacré à la période 1944-1982, retrace la manière dont est analysée, pensée et discutée à *Esprit*

la situation nationale et internationale dans un contexte de mutation radicale. Si chacun des directeurs succésifs (Emmanuel Mounier, Albert Béguin, Jean-Luc Domenach, Paul Thibaud) imprime sa marque propre à la réflexion, on est frappé, avec l'auteur, du constant souci d'échapper au confort de l'idéologie. D'où l'évolution de positions intégrant au fur et à mesure, et non sans conflits, les enseignements de l'histoire. A la séduction communiste des lendemains de guerre ne tarde pas à succéder une posture de plus en plus critique quant à la vraie nature du système soviétique. *Esprit* sera d'ailleurs l'une des premières revues à faire du totalitarisme une préoccupation de premier plan. De même voit-on évoluer son point de vue sur l'Europe fédérale initialement soupçonnée de faire le jeu américain avant d'apparaître comme un facteur de rééquilibrage dans le jeu des blocs. La question de la décolonisation n'est pas jugée moins décisive. Elle fait l'objet de positions aussi novatrices que courageuses sur fond d'« éthique de détresse » (Ricœur). « Penser le politique sans être du politique », selon le mot de Mounier, assure une liberté de ton sans égale qui vaudra à la revue d'avoir maille à partir autant avec le Parti communiste qu'avec la police française ou le Vatican qui envisagera sa mise à l'index en raison de ses opinions sur l'école privée ou sur le dossier des prêtres-ouvriers. Bref, *Esprit* irrite les institutions qui fonctionnent au conformisme quand l'urgence est à l'invention de solutions audacieuses.

Les transformations de la société française sont elles aussi au cœur de sa réflexion. C'est dans ses pages que naît, en 1953, le beau débat encore si actuel autour de la « civilisation du travail » appelée de ses vœux par Henri Bartoli dans une perspective de

« réhumanisation » qui doit beaucoup au marxisme et à Georges Friedmann. L'idée, également défendue par le Père Chenu, est de le restaurer dans sa dignité créatrice non sans risque d'un « pan-travaillisme » dénoncé par Ricœur qui fait valoir, dans un bel article, les droits de la parole en tant qu'elle échappe à la stricte utilité. L'homme n'est pas qu'un travailleur. Et c'est ce que confirmera le mouvement de « modernisation » des années 1960 qui modifie la structure de la société et libère de nouvelles aspirations qui éclateront en gerbe en mai 68. Ce dernier épisode ne saurait masquer que l'heure n'est plus à la rupture révolutionnaire, encore d'actualité à la Libération, mais au réformisme conséquent attaché à tracer sa voie dans « l'entre-deux » de la justice et de la liberté. De là l'intérêt nouveau porté à la question de la « participation » au pouvoir à tous les niveaux, de la « nouvelle citoyenneté » et de l'autogestion si chère à la deuxième gauche dont *Esprit* constitue l'un des grands creusets. De là également le souci de soumettre la société de consommation à la critique d'un nouveau matérialisme qui pour être plus démocratique n'en est pas moins oublieux du spirituel comme forme de légèreté dans le détachement et la dépossession.

Sur tous ces fronts, et sur bien d'autres qui se découvrent à la lecture du beau livre de Goulven Boudic, se manifeste l'infinie fécondité du pari de Mounier de créer un espace de « démocratie intellectuelle » qui poursuit aujourd'hui encore son œuvre nécessaire et auquel nous devons tant.

Jacques Le Goff